Deux organistes aux destins voisins : Marie-Claude Renault-Bainville (1724-1803) et Jeanne-Marie Bertrand-Jannot (1738-1804)

Two Organists with Parallel Destinies: Marie-Claude Renault-Bainville (1724-1803) and Jeanne-Marie Bertrand-Jannot (1738-1804)

Sylvie Granger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12203>

DOI : 10.4000/ahrf.12203

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 3-27

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Sylvie Granger, « Deux organistes aux destins voisins : Marie-Claude Renault-Bainville (1724-1803) et Jeanne-Marie Bertrand-Jannot (1738-1804) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 366 | octobre-décembre 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12203> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12203>

ARTICLES

DEUX ORGANISTES AUX DESTINS VOISINS : MARIE-CLAUDE RENAULT-BAINVILLE (1724-1803) ET JEANNE-MARIE BERTRAND-JANNOT (1738-1804)

Sylvie GRANGER

L'enquête prosopographique en cours sur les musiciens d'Église actifs en 1790 a fait surgir plus d'une centaine de musiciennes totalement inconnues auparavant. Parmi elles, voici deux organistes dont les itinéraires de vie présentent des similitudes. En 1790, ces deux musiciennes exercent dans des abbayes obscures, immergées en milieu rural. Suivre ce qui leur arrive alors permet de voir de façon concrète comment fut réglé le sort des musiciens d'Église ayant perdu leur emploi au moment de la Révolution.

« Toucher l'orgue » est un métier véritable qui leur avait permis, jeunes filles, de mener une vie indépendante, l'une à Paris, l'autre à Vitré. À un âge supérieur à l'âge moyen au mariage des femmes, elles avaient ensuite épousé chacune un organiste, mais sans cesser d'exercer leur métier. Assez rapidement, après la naissance de quelques enfants, le lien conjugal se distend et les conjoints poursuivent leur carrière chacun à sa tribune, à distance l'un de l'autre, jusqu'à la Révolution.

Mots-clés : Musicienne, orgue, carrière féminine, couvent, secours publics.

« Supplie humblement... » : en ce 17 août 1790, Jeanne-Marie Bertrand, « officière organiste » dans une abbaye angevine, rédige sa première supplique¹. Depuis un an, des décisions en rafale ont révolutionné l'organisation de l'Église en France, et du même coup bouleversé son existence d'organiste. En l'espace de quelques mois, les chapitres cathédraux et collégiaux ont été dissous et les ordres monastiques supprimés. Bientôt, les abbayes seront mises en vente, les trop petites paroisses regroupées, et le nombre de cathédrales réduit de 135 à 83 par l'alignement des diocèses sur les départements naissants. Les conséquences de ces réformes sur les ecclésiastiques, jureurs ou réfractaires, ont mobilisé l'attention des historiens. Est beaucoup moins connu en revanche leur impact sur les milliers d'employés laïcs des établissements religieux, qu'ils soient bedeaux, gardes-chasses, jardiniers ou... musiciens ! Or pour ces derniers, l'Église constituait, et de loin, le premier réservoir d'emplois stables.

Huit jours après la fameuse Nuit du 4 août, la Constituante a créé le Comité ecclésiastique, chargé d'en orchestrer les conséquences concrètes. Durant un peu plus de deux ans, il fournit un travail acharné,

(1) AD Maine-et-Loire, 1Q608, 17 août 1790.

relayé sur le terrain par les directoires de district et de département². Par tout l'on s'active pour pétitionner, collectivement ou individuellement, exposer ses difficultés, réclamer de l'aide. En face, l'administration tâtonne, hésite, lance un immense travail de recensement des individus concernés, accorde des subsides provisoires, puis en plusieurs étapes, légifère, instituant des secours proportionnés à la durée des services antérieurs et à l'âge³. Face à ces règles qui émergent, les pétitionnaires ont à cœur de produire des pièces prouvant leur ancienneté au service du culte, et constituent parfois de véritables dossiers de carrière. Toutes ces démarches ont laissé des traces archivistiques nombreuses, qui peuvent être complétées par les séries capitulaires et monastiques des décennies précédentes⁴. L'ensemble est donc propice à une étude approfondie du métier de musicien à ce moment-là, objet d'une grande enquête prosopographique aujourd'hui en cours⁵. Elle vise à la constitution puis à l'exploitation d'une base de données regroupant l'ensemble des musiciens des églises à la fin du XVIII^e siècle, à l'échelle de la France entière. Si les effectifs globaux de musiciens actifs en 1790 ne sont pas encore connus avec précision, on les évalue à quelque trois mille adultes au moins : il s'agira de la plus grande base de données envisageable sur un corpus cohérent de musiciens anciens.

En son sein, les femmes ne représentent qu'une faible part, de l'ordre de 3 %⁶. Ce qui est normal si l'on se souvient que, sauf dans les couvents féminins, le chant d'église était réservé aux voix masculines. Ce qui l'est moins si l'on ne considère que le métier d'organiste, où les femmes étaient théoriquement à égalité avec les hommes : or elles ne dépassent pas 15 % de l'échantillon des organistes actuellement retrouvé. Une partie de l'explication réside dans divers mécanismes (suppléances officieuses, remplacements temporaires, arrangements familiaux...) qui concourent à

(2) Travail dont témoignent les 103 cartons et 12 registres de la sous-série DXIX aux Archives nationales.

(3) Dans cet arsenal législatif, la loi la plus importante est celle du 1^{er} juillet 1792, « relative aux Chantres, Musiciens, Officiers & Employés ecclésiastiques & laïcs des chapitres supprimés ».

(4) Conservées aux Archives nationales (séries DXIX et F19), et/ou dans les dépôts des Archives départementales (série L, parfois série Q).

(5) Sous la direction de Bernard Dompnier, cette enquête fédère des historiens et des musicologues. Elle est soutenue par l'ANR au sein du projet MUSÉFREM (Musiques d'Église en France à l'époque moderne), 2009-2012.

(6) Les musiciennes mises au jour par l'enquête 1790 sont actuellement au nombre de 120. La plupart étaient totalement inconnues auparavant, même des spécialistes les plus avertis (Marcel-Jean VILCOSQUI, *La Femme dans la musique française sous l'Ancien Régime*, Paris, Panthéon, 2001).

maintenir dans l'invisibilité des femmes pourtant effectivement actives à une tribune⁷. Une fois cela constaté, et de manière réitérée, l'historienne ressent le devoir impératif de consacrer du temps de recherche à contrer ces mécanismes de l'invisibilité féminine pour faire surgir de l'ombre ces vies de musiciennes.

Il avait fallu attention et minutie à Érik Kocovar pour reconstituer les « destins semblables » de deux « femmes organistes » et pour mesurer quelle avait été vraiment leur carrière musicale, dissimulée derrière celle de leurs frères, que seuls connaît l'histoire officielle de la musique⁸. C'est en référence à ce travail que le titre du présent article a été choisi. Mais la ressemblance s'arrête là. Les deux organistes dont il va être question ont essentiellement vécu en province. Quoique mariées, elles semblent avoir été plus indépendantes et mieux maîtresses de leur carrière que les deux célibataires parisiennes dévouées à leur célèbre frère. Ce sont ces caractéristiques communes, ajoutées au fait qu'elles sont à peu près de la même génération, qui justifient le choix de les étudier en parallèle.

Suivant la logique de l'enquête, lions connaissance avec Jeanne-Marie Bertrand et Marie-Claude Renault au moment où la Révolution met un terme à leur activité professionnelle. Puis, remontant le temps, nous tenterons de reconstituer ce qu'avaient été leur carrière et plus largement leur itinéraire de vie. Des zones d'ombre y subsistent, qui comme nous le verrons souvent au cours du récit, ne se situent pas aux mêmes étapes pour les deux femmes.

1790 : à la tribune de deux abbayes obscures de l'Ouest

Lorsque la Révolution commence, Marie-Claude Renault est âgée de 66 ans, Jeanne-Marie Bertrand de 52 ans. Les poncifs de la doléance estompent cette différence. Certes, de la plus âgée, le directoire du district juge la situation « alarmante » en se référant à « son âge »⁹. Mais la plus jeune se décrit elle-même comme « infirme », en appelant au sens de

(7) Sylvie GRANGER, « Les musiciennes de 1790, aperçus sur l'invisibilité », *Revue de Musicologie*, n° 94/2, 2008, p. 289-308.

(8) Érik KOCEVAR, « Cécile-Louise Calvière et Marie-Geneviève Noblet : deux femmes organistes aux destins semblables », *Histoire, humanisme et hymnologie, Mélanges offerts au Professeur Édith Weber*, Paris-Sorbonne, 1997, p. 131-140.

(9) AD Sarthe, L453, Délibérations du district de Château-du-Loir, f° 53 r° et v°, 26 janvier 1793.

l'équité des administrateurs, « eu égard à son âge et infirmités »¹⁰. L'une et l'autre sont alors en poste dans des établissements de statut et de rang équivalents.

La surprenante vitalité musicale des couvents ruraux

Marie-Claude Renault est l'organiste des cisterciennes de Notre-Dame de Bonlieu en Bercé, chétive abbaye du diocèse du Mans, aux confins du Maine, de l'Anjou et de la Touraine¹¹. Les inventaires du début de la Révolution y dénombrent huit religieuses ainsi que « deux sœurs l'une donnée, l'autre converse » et estiment le revenu de 1790 à 10 000 livres¹².

À 80 kilomètres de là vers l'ouest, Jeanne-Marie Bertrand vit à l'abbaye cistercienne du Perray, au nord d'Angers, immergée en milieu rural malgré la proximité de la ville¹³. Célestin Port en parle comme d'une « abbaye obscure, qu'étouffe sans doute le voisinage trop proche de l'opulent et noble Ronceray d'Angers »¹⁴. En 1790, pour un revenu estimé à moins de 5 000 livres, le Perray héberge huit professes et deux autres sœurs¹⁵.

Pourtant, ce couvent à bout de souffle connaissait une vie musicale réelle, si l'on en croit les requêtes de Jeanne-Marie Bertrand. Dans la première, elle se qualifie d'« officière organiste de l'abbaye du Perray lès Angers »¹⁶, titre qui suggère de son poste un contenu officiel, voire protocolaire. Dans la seconde, la musicienne explique qu'elle exerçait non seulement « en qualité d'organiste », mais aussi de « *métrairesse* de chant et pour servir au chœur »¹⁷. Ce rôle de maîtresse de chant, plusieurs fois attesté parmi les musiciennes de 1790, est l'écho de la large place occupée par la musique vocale dans les couvents féminins, des plus brillants aux plus modestes, cette pratique vocale étant le fait des religieuses, mais aussi des pensionnaires, jeunes filles ou dames âgées. L'inventaire du

(10) AD Maine-et-Loire, 1L 980, pièce 10, 9 mai 1791.

(11) Bonlieu est situé sur la rive gauche du Loir, à 3 kilomètres au sud-est de Château-du-Loir.

(12) AD Sarthe, L362, dossier abbaye de Bonlieu.

(13) Six hectares du domaine de l'ancienne abbaye du Perray bénéficient d'une protection paysagère en tant que site inscrit depuis 1974.

(14) Célestin PORT, *Dictionnaire Historique, Géographique et Biographique du Maine-et-Loire*, 1878, t. 3, p. 75-77.

(15) AD Maine-et-Loire, 1Q608, dossier abbaye du Perray, 17 juin 1790.

(16) *Ibid.*, 1Q608, 17 août 1790.

(17) *Ibid.*, 1L980, pièce 10, 9 mai 1791.

Perray mentionne un « aigle en bois sculpté », ce grand lutrin sur lequel on pose les antiphonaires : partout où l'on chante, c'est le plus apparent des objets du chant¹⁸. En échange de sa triple charge de travail, la musicienne recevait une rémunération mixte : elle expose en effet qu'elle était « logée chauffée, éclairée et nourrie saine et malade, tout ainsi qu'une Religieuse ; qu'outre ces avantages, la dite Maison lui assuroit chaque an, la somme de soixante livres »¹⁹.

On a moins de détails concernant le poste de Marie-Claude Renault. Les documents administratifs et comptables la disent toujours organiste²⁰. Une seule fois une formulation semblerait lui supposer une qualification plus large : « ayant rempli les fonctions de Musicienne... », mais il peut s'agir là d'une coquetterie du greffier pour éviter la répétition du mot *organiste* déjà présent en début de phrase²¹. Le chant est attesté à Bonlieu par la présence dans l'église de dix livres de chœur et cinq pupitres, mais on ignore si l'organiste y prenait une part active²².

**« Tout ainsi qu'une religieuse » :
Des paramoniales qui croyaient leur avenir assuré**

Les ci-devant religieuses de Bonlieu attestent que leur organiste recevait des « appointemens de 150 livres par an ». Les administrateurs du district estiment son traitement à 300 livres « en y faisant entrer les autres émolumens »²³.

Ces « autres émoluments » font évidemment référence à un complément en nature. Un tiers des musiciennes de 1790 retrouvées recevaient ainsi à la fois une somme d'argent et des prestations matérielles, en général logement et nourriture. Les musiciennes employées par des abbayes féminines vivent au sein des bâtiments conventuels « tout ainsi qu'une Religieuse », ce que souligne Jeanne-Marie Bertrand. Quoique laïques, ces « paramoniales » partagent le quotidien de la communauté monastique qui les emploie, dans un certain éloignement du monde, souvent renforcé encore par une implantation géographique isolée.

(18) Xavier BISARO, *Chanter toujours. Plain-chant et religion villageoise dans la France moderne (XVI^e-XIX^e siècles)*, PUR, 2010, 248 pages, p. 79.

(19) AD Maine-et-Loire, 1L980, pièce 10, 9 mai 1791.

(20) L'orgue est déjà attesté à Bonlieu antérieurement : en 1746, une religieuse organiste est mentionnée dans l'acte de possession de la nouvelle abbesse.

(21) AD Sarthe : L453, 26 janvier 1793.

(22) *Ibid.*, L362, dossier abbaye de Bonlieu, inventaire des 5 et 6 septembre 1792.

(23) *Ibid.*, L453, 26 janvier 1793.

Dans les cas de rémunération mixte connus, la fraction en numéraire s'échelonne de 50 à 200 livres. Avec ses 150 livres, Marie-Claude Renault se situe donc vers le haut de la fourchette, tandis que Jeanne-Marie Bertrand avec ses 60 livres serait en bas. Toutefois, le district d'Angers estime « que les diverses obligations de la cy-devant abbaye du Perray envers l'exposante jointe au paiement annuel de la somme de 60# peuvent être évalués raisonnablement de 300# à 350# au moins »²⁴, ce qui finalement la met au même niveau que sa consœur de Bonlieu, voire un peu au-dessus.

L'essentiel sans doute n'est pas là. Au-delà du niveau précis de la rémunération, l'important était sa durabilité. Ce point est signalé avec insistance par Jeanne-Marie Bertrand dans ses requêtes : « reçue pendant sa vie dans la maison conventuelle », « où elle se croioit fixée pour sa vie », « elle devoit y rester pendant sa vie », « saine et malade »... Les religieuses plaidant sa cause évoquent « un état qui devoit luy assurer un sort pour le reste de ses jours »²⁵. Toutes ces formules vont dans le même sens : affirmer l'inaliénabilité de son statut, garantir son avenir jusques et y compris dans son grand âge. Ce souci de se munir d'un statut durable, d'un « titre » qui sera une « assurance vieillesse », obsède le monde musical. On le retrouve dans d'innombrables suppliques masculines de 1790. Il paraît fondamental d'observer la trace de cette hantise récurrente aussi sous des plumes féminines. Cela nous aidera à comprendre, peut-être, la relative étrangeté de la situation conjugale de ces deux musiciennes.

Dans l'immédiat, tentons de reconstituer leur carrière passée. Depuis quand étaient-elles aux claviers de leurs abbayes de 1790 ? La réponse à cette question en apparence banale n'est pas si simple.

Fragments d'itinéraires professionnels

Les musiciens de 1790 s'appliquent à conter leur carrière passée, à aligner lieux, noms, dates, à fournir certificats et attestations en tous genres... Rien de cela pour les deux musiciennes ici choisies, ni pour la plupart de leurs consœurs dont elles sont bien représentatives.

(24) AD Maine-et-Loire, 1L980, pièce 10, 14 mai 1791.

(25) *Ibid.*, 1Q608, 17 juin 1790.

« 32 ans au service des communautés »

On possède pourtant deux requêtes de Jeanne-Marie Bertrand²⁶. Dans la première, en août 1790, l'officière organiste est préoccupée par un seul souci : « elle ne sait où se réfugier dans le moment » et sollicite l'autorisation de rester quelques mois encore logée au couvent²⁷. C'est dans la seconde, en mai 1791, qu'elle s'efforce de produire les arguments susceptibles de lui valoir une pension²⁸. Mais si elle est explicite, on l'a vu, sur la solidité de son statut et sur ses infirmités présentes, elle ne l'est guère sur sa carrière passée, qui se trouve résumée en une unique formule : « ayant passé 32 ans aux services des Communautés ». Curieusement, les administrateurs se contentent de cette affirmation, sans autre pièce à l'appui que « l'état présenté par les dames du Perray ».

Les religieuses de l'abbaye semblent s'être donné le mot pour soutenir leur organiste. D'emblée, elles l'englobent dans l'énumération de leurs dépendants dont le sort les inquiète : « une sœur converse, une sœur donnée, une organiste, et quelques anciens domestiques infirmes incapables de gagner leur vie qui leur étaient attachés depuis fort longtemps et qui étoient dignes de la commisération de l'administration [...] »²⁹. Au moment du partage du linge de l'infirmerie, on donne « le meilleur à l'organiste ne sachant pas si le Gouvernement seroit obligé à luy faire un sort »³⁰. La formulation de l'abbesse à son propos est soigneusement ciselée : « depuis trente ans attachée à leur ordre en qualité d'organiste », ce qui assure à la pétitionnaire l'ancienneté requise pour obtenir une pension viagère, sans pour autant précipiter la mère abbesse dans un trop grand péché de mensonge – à condition toutefois d'entendre « leur ordre » en un sens extensif.

« Deux actes authentiques attestant le temps de ses services »

Paradoxalement, on est mieux renseigné sur la carrière passée de Marie-Claude Renault, dont pourtant aucune supplique n'a été retrouvée. En effet, en janvier 1793, le greffier du district de Château-du-Loir a reco-

(26) Une troisième lettre a existé, mais n'a pas été retrouvée. Elle est évoquée par celle du 9 mai 1791, où la requérante rappelle qu'elle « a eu l'honneur de présenter une requête le dix janvier dernier »... La supplique du 9 mai répète probablement peu ou prou celle du 10 janvier 1791, non suivie d'effet.

(27) AD Maine-et-Loire, 1Q608, 17 août 1790.

(28) *Ibid.*, 1L980, pièce 10, 9 mai 1791

(29) *Ibid.*, 1Q608, visite et inventaire du 17 août 1790.

(30) *Ibid.*, 1Q1204, lettre de la sœur Simonnin, 17 janvier 1791.

pié avec assez de soin les pièces fournies en réponse au Directoire départemental qui exigeait communication des « actes authentiques attestant le tems de ses services dans une ou plusieurs Maisons religieuses, en qualité d'organiste »³¹. Un certificat signé des dernières religieuses de Bonlieu stipule que Marie-Claude Renault « a demeuré pendant seize ans consécutifs dans la ci-devant abbaye en qualité d'organiste » organiste sans que l'on puisse savoir quand se situent ces seize années. Ce certificat était-il daté ? Le greffier n'a pas poussé la conscience jusqu'à recopier ce « détail ». La plupart des certificats de ce type ont été délivrés lors de la dissolution des chapitres ou abbayes employeurs au cours de l'année 1790. Toutefois les religieuses de Bonlieu ont poursuivi la vie commune jusqu'en septembre 1792, et leur organiste n'a pas, semble-t-il, tenté de démarche d'indemnisation plus tôt. Il est donc possible que ce certificat lui ait été délivré tardivement et que ces « seize ans consécutifs » englobent tout ou partie des années 1791 et 1792. Ce qui ferait fluctuer la datation de son arrivée à Bonlieu entre fin 1774 et fin 1776.

La même incertitude se reporte logiquement sur son poste précédent. Car dans les pièces fournies en janvier 1793 figure un second certificat lui-aussi sans date, émanant de l'abbaye des Clairets, district de Bellême (Orne), attestant que la pétitionnaire « a résidé l'espace de 12 ans dans la ci-devant abbaye en qualité d'organiste avec les honoraires de cent livres par an ». Elle serait donc arrivée aux Clairets entre 1762 et 1764³².

Malgré l'incertitude sur les dates, le dévoilement de ce fragment d'itinéraire est intéressant sur plusieurs points. Les deux postes enchaînés sont du même type : Notre-Dame des Clairets, au diocèse de Chartres, est elle aussi une abbaye cistercienne, discrète et isolée en milieu rural. Mais en quittant Les Clairets pour Bonlieu-en-Bercé, l'organiste avait multiplié son salaire par 1,5. À une échelle très modeste, et si les deux postes se sont bien enchaînés dans cet ordre-là – ce que rien n'établit formellement – cela rapprocherait sa trajectoire de celles de ses confrères masculins qui changent de poste pour progresser dans la hiérarchie des gages et des prestiges. Toutefois, avec douze et seize ans, ces deux séjours sont de plus longue durée que ceux de nombreux musi-

(31) AD Sarthe, L453, 26 janvier 1793. Exigence qui, au passage, valide l'étonnement précédent concernant le laxisme du département du Maine-et-Loire envers Jeanne-Marie Bertrand.

(32) Rien dans les maigres archives conservées sur les Clairets, pour ces années-là ne permet de préciser (AD Orne, H3921 à 3923, vêtues et sépultures à Notre-Dame des Clairets, 1760-1777).

ciens : les carrières féminines sont moins marquées par l'instabilité que les carrières masculines³³.

Comment savoir ce qu'il en était de Jeanne-Marie Bertrand ? Au flou de sa formulation, corroboré par celui de la pieuse assertion de ses employeuses, on se doutait bien que ce n'était pas au Perray seul qu'elle avait passé ses trois décennies « au service des communautés ». Effectivement, sans pouvoir préciser la date de son arrivée au Perray, il est au moins possible d'affirmer qu'elle n'a pas pu y passer plus de dix ans. Malgré les lacunes des comptes conservés pour l'abbaye, on y voit clairement d'autres organistes employés au fil des années 1770³⁴. La dernière mention trouvée à ce jour d'un autre organiste en poste aux Perrays datant de septembre 1779, cela implique que Jeanne-Marie Bertrand n'a pu y arriver qu'après cette date³⁵.

Pour tenter de réduire les zones d'ombre qui subsistent dans les carrières des deux musiciennes, prenons maintenant l'enquête en sens inverse afin de les retrouver au début de leur vie professionnelle.

Les mystères de la formation professionnelle féminine

Ni l'une ni l'autre n'évoque sa jeunesse. C'est une nouvelle différence avec les requêtes masculines où les formules comme « au service du culte divin depuis sa plus tendre enfance » reviennent en *leitmotiv*. À partir de là, on quitte donc l'enquête 1790 pour mener une recherche biographique classique, mobilisant toutes sortes de sources. Renouant avec l'ordre chronologique, nous nous interrogerons sur l'origine familiale et la formation musicale de ces deux femmes, puis sur leurs débuts dans la vie professionnelle.

Un milieu plus musical pour l'une que pour l'autre

Le cursus normal d'un musicien d'Église est d'entamer sa formation vers l'âge de sept ans, comme enfant de chœur dans une psalette. En l'absence de structure officielle leur offrant une voie claire et directe,

(33) Sur l'instabilité dans les métiers de la musique, voir Sylvie GRANGER, *Musiciens dans la Ville, 1600-1850*, Paris, Belin, 2002, p. 136-148.

(34) Il s'agit des sieurs Hurson puis Girault. AD Maine-et-Loire, 253H 58 et 61, comptes de l'abbaye du Perray, 1742-1787. La rémunération de l'organiste y figure très irrégulièrement.

(35) BMS Angers Saint-Nicolas, 16 septembre 1779 : mariage de Jean Lück, facteur d'orgues. Parmi les témoins : « Anselme-Rosalie [*sic*] Girault, organiste de l'abbaye du Perray ».

les mécanismes de la formation des filles restent obscurs³⁶. Deux recours s'offraient à elles : la transmission au sein du milieu familial et l'acquisition des savoirs auprès de maîtres privés. Deux filières qui ne génèrent guère d'archive...

Le mystère reste entier pour Marie-Claude Renault. Elle naît à Saint-Cloud le 5 janvier 1724, d'un cordonnier chartrain, ayant d'abord migré de Chartres « à Chaillot, faubourg de Paris », puis à Saint-Cloud, où il a épousé une autre migrante, fille d'un fermier du Gâtinais. Rien dans les actes familiaux n'indique un lien avec les milieux musicaux³⁷. Les présents au mariage et les parrains sont artisans, ou bien marchand de vin, « maître du pont de Saint-Cloud », batelier, pêcheur, meunier ou encore vigneron. Comment cette jeune fille devient-elle organiste ? Au même moment, un certain Jean Renault, facteur d'orgues, exerce dans le centre-ouest, et notamment à Chartres où il effectue des travaux au cours des années 1740 et 1760³⁸. Ce personnage pourrait être parent de Marie-Claude, mais le lien n'est pas avéré. Ajoutons qu'en matière artistique, Saint-Cloud offrait de multiples occasions de rencontrer des modèles et des maîtres (présence d'élites nombreuses, voisinage de la cour...). En l'attente de découvertes précises, la formation musicale de l'aînée des deux organistes reste une énigme.

Du côté de Jeanne-Marie Bertrand, les choses sont plus faciles à cerner. En effet, c'est dans une famille où l'orgue règne qu'elle a vu le jour, le 29 avril 1738 à Vitré. Facteur, son père disparaît alors qu'elle n'a que quatorze ans³⁹. Mais il n'était pas le seul fêru d'orgue de son entourage⁴⁰. Son oncle, Joseph-Marie, prêtre, est organiste. Durant l'enfance de Jeanne-Marie, c'est lui qui est à la tribune de Notre-Dame de Vitré,

(36) Sylvie GRANGER, « Les musiciennes de 1790... », *op. cit.*, p. 297-301. Les choses changent (un peu) au XIX^e siècle avec l'ouverture progressive des classes du Conservatoire aux filles : Florence LAUNAY, *Les Compositrices en France au XIX^e siècle*, Fayard, 2006.

(37) BMS Saint-Cloud : 8 février 1723, 7 janvier 1724, 3 novembre 1727.

(38) *Les Orgues d'Eure-et-Loir, Inventaire national des orgues, région Centre*, édition Comp'act, 1996, 333 pages.

(39) BMS Vitré Notre-Dame, 11 avril 1752. Les curés vitréens n'indiquent pas les métiers de leurs paroissiens. Toutefois les comptes de la collégiale de la Madeleine de Vitré donnent clairement François Bertrand comme facteur d'orgues (AD Ille-et-Vilaine : 1G400/1, 3 avril 1751). Voir aussi AD Mayenne : BMS Azé, 8 juin 1768.

(40) Les rôles de facteur et d'organiste sont étroitement entremêlés dans les archives vitréennes où il n'est pas aisé de démêler les divers Bertrand qui accordent et touchent les orgues (AD Ille-et-Vilaine, 2G378/10 et 12, pièces comptables de Notre-Dame, et 1G400/1, pièces comptables de La Madeleine).

paroisse où vit la famille⁴¹. On peut penser qu'il a joué un rôle actif dans la formation de sa nièce. Jean Bertrand, son grand-père qui est aussi son parrain, est à la fois organiste et facteur, actif en Bretagne à partir des années 1710, parfois sous le nom de sieur de Saint-Jean⁴². Entre deux chantiers éloignés il a dû intervenir également. Le rôle formateur du grand-père auprès de sa petite-fille n'est attesté par aucun document. Il l'est en revanche en ce qui concerne le jeune frère de Jeanne-Marie, né dix ans après elle, en 1748 : le grand-père explique en 1767 aux chanoines de Champeaux « qu'ayant instruit et fait instruire son petit-fils », il le juge désormais capable de tenir leur orgue⁴³.

Deux jeunes filles attachées à un orgue

Selon sa déclaration de 1791, Jeanne-Marie Bertrand aurait débuté à vingt ans passés. Cela n'a rien de particulièrement précoce : dans le corpus 1790, une musicienne sur deux a débuté avant l'âge de vingt ans, dont quelques unes avant quinze ans. Aucun indice n'est venu nous dire dans quel cadre elle avait entamé sa carrière, et on pense bien sûr aux couvents vitréens dont l'activité musicale a laissé des traces si riches⁴⁴. Il est très probable qu'elle ait aussi suppléé les organistes de la famille lorsqu'ils en avaient besoin, notamment son oncle Joseph-Marie aux claviers de Notre-Dame. Il s'agit d'une pratique fréquemment attestée⁴⁵.

(41) La paroisse Notre-Dame a bénéficié en 1636 d'une fondation pour financer non seulement la construction de l'orgue, mais aussi la rémunération durable de l'organiste, gagée sur les revenus d'une métairie (AD Ille-et-Vilaine, 2G378/58).

(42) *Orgues en Ille-et-Vilaine, Inventaire national des orgues*, ouvrage collectif, Rennes, PUR, 2005. Jean Bertrand se marie à Saint-Martin de Vitré le 14 avril 1711. AD Ille-et-Vilaine : C3996, 3997, 3998, Vitré, capitation, 1737 à 1741 ; 2G378/10, comptes de Notre-Dame de Vitré, 1735-36 (« au sieur Bertrand dit St-Jean à cause de l'accord de l'orgue 30 livres »). Voir aussi à Saint-Léonard de Fougères en 1740 « le sieur de Saint Jan facteur d'orgue demeurant à Vitré », mentionné par Marcel DÉGRUTÈRE, *Orgues en Ille-et-Vilaine, op. cit.*, p. 323.

(43) AD Ille-et-Vilaine, 1G433/1, 2 mars 1767.

(44) Pierre-Michel BÉDARD, « Une nouvelle source pour la musique française de clavier des XVII^e et XVIII^e siècles : les manuscrits de Vitré », *Revue de Musicologie*, 72/2, 1986, p. 201-235. Cet article mentionne plusieurs musiciennes actives à Vitré, dont « sœur Silénie Lohier de sainte Cécile, native de Rennes (1721-1773) » qui après sa prise d'habit en 1741 « a formé plusieurs organistes ainsi que la plupart des voix du monastère » (Annales des Augustines de Vitré, 1744-1817). Il est possible que cette religieuse (ou une autre) ait participé à la formation de Jeanne-Marie, notamment pour la musique vocale, domaine dans lequel les compétences des hommes de la famille Bertrand ne sont pas avérées.

(45) Érik KOCEVAR, « Cécile-Louise Calvière... », *op. cit.* (tout au long) ; Sylvie GRANGER, « Les musiciennes de 1790... », *op. cit.*, p. 302.

Cet oncle quitte Vitré à Pâques 1761 pour aller diriger la psalette de la modeste collégiale de Champeaux⁴⁶. Au lieu de la nièce du démissionnaire, la paroisse Notre-Dame choisit l'organiste de la Madeleine de Vitré, petite collégiale voisine. Dans une sorte de jeu de chaises musicales, la jeune fille hérite alors de la place libérée, et c'est sous le titre d'« organiste de la Madeleine » que la demoiselle Bertrand est ensuite capitée de 4 puis 3 livres⁴⁷. Les rôles fiscaux de Vitré montrent la jeune organiste vivant seule près de la Porte d'En-Haut, tandis que sa mère, « la veuve François Bertrand et ses enfants » logent à l'autre bout de la ville close. Or, à cette adresse près la Porte d'En-Haut habitait depuis au moins la fin des années 1730 le facteur Jean Bertrand, avant qu'il ne se retire à Champeaux avec son fils⁴⁸. Cette succession domiciliaire est un indice supplémentaire des liens entre le grand-père et sa petite-fille.

C'est à Paris que se placent les débuts de Marie-Claude Renault. Bien qu'elle n'y fasse aucune allusion lors de ses démarches de 1792-93, un tout autre document⁴⁹ nous révèle qu'en 1751 elle touchait l'orgue des « Dames de la Croix paroisse de Sainte-Marguerite », dans le quartier Saint-Antoine⁵⁰. À cette date, elle déclare posséder mille livres « de ses gains et épargnes ». Elle exerçait donc – à cet orgue ou à un autre – depuis plusieurs années, sans doute depuis le début des années 1740. Tandis que sa mère, elle aussi devenue veuve, vit toujours à Saint-Cloud, la jeune organiste occupe une chambre rue de Charonne, à proximité de son orgue, chambre garnie des « meubles et effets mobiliers » qui constituent une partie de son pécule.

Ainsi, ces deux musiciennes ont-elles commencé leur existence d'adulte de manière indépendante. Toutefois, pour l'une comme pour

(46) Jean QUÉNIART, « De modestes institutions : les Psallettes de collégiales dans le diocèse de Rennes au XVIII^e siècle », *Musique en Bretagne Images et Pratiques, Hommage à Marie-Claire Mussat*, Rennes, PUR, 2003, p. 43-56.

(47) AD Ille-et-Vilaine, C4026 et 4027, Vitré, capitation, 1763, 1764 et 1766 (avec mention des chiffres de 1765). Les sources sur la Madeleine de Vitré conservées aux AD ne vont pas au-delà de 1751.

(48) *Ibid.*, C3996, 3997, 3998, 4002, 4005, 4008, 4011, 4014, 4017 et 4019, Vitré, capitation, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1750, 1753, 1754, 1755, 1757 et 1758. Lacune 1759-1762.

(49) Voir *infra*.

(50) BMS Chartres Saint-Michel, 10 mai 1751. Voir Paul et Marie-Louise BIVER, *Abbayes, monastères, couvents de femmes, à Paris des origines à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1975. Les Filles de la Croix, installées le long de la rue Saint-Antoine (aujourd'hui dans le 4^e arrondissement de Paris), élèvent des jeunes filles aisées et logent des pensionnaires.

l'autre, dans cette vie en apparence bien réglée, rythmée par les offices où elles font résonner les grandes orgues, un événement survient : le mariage.

Deux mariages homogames

Au sein du corpus 1790, les musiciennes mariées ou veuves sont très minoritaires (20 % des cas actuellement retrouvés). Le fort taux de célibat, provisoire ou définitif, prouve en lui-même que la musique d'Église pouvait fournir un état professionnel véritable à une fraction de la population féminine. Toutefois, ce statut rimait rarement avec indépendance : nombre de ces femmes sont agrégées à une communauté monastique. Pour les rares musiciennes mariées, l'homogamie professionnelle est de règle : toutes ou presque ont trouvé mari au sein des musiques d'Église.

Deux enfants de chœur devenus organistes

François Bainville, que Marie-Claude Renault épouse le 10 mai 1751 à Chartres, n'est pas un inconnu des experts *ès* musique d'orgue, puisqu'il figure parmi les compositeurs en la matière⁵¹. Sa biographie est évoquée en pointillés dans des travaux déjà anciens⁵². Inversement, Louis Jannot, que Jeanne-Marie Bertrand épouse le 10 juin 1768 près de Château-Gontier, dans le Haut-Anjou, fait partie des innombrables Pinagot des tribunes que l'enquête 1790 révèle peu à peu⁵³.

Tous deux ont été formés dans une psallette : François Bainville à la cathédrale de Chartres, ville où il est né le 1^{er} avril 1725 d'un père « mesureur de grains pour le roy », et Louis Jannot à la collégiale de Vatan en Berry – près de laquelle il est né, le 20 mars 1741, au sein d'une famille modeste de travailleurs de la terre. Très tôt, le jeune Bainville

(51) « Nouvelles pièces d'orgue, composées sur différens tons, dédiées à MM. les doyen, Grand-Chantre & Chanoines de l'Église cathédrale d'Angers ; par M. Bainville, organiste de ladite cathédrale, & ci-devant à Paris. Ces pièces sont au nombre de huit. Prix 1 liv. 4 s. chaque ton. A Angers, chez l'Auteur ; et à Paris, aux adresses ordinaires de musique. » (annonce publiée dans divers périodiques parisiens en 1767 : Anik DEVRIÈS-LESURE, *L'édition musicale dans la presse parisienne au XVIII^e siècle. Catalogue des annonces*, cnrs éditions, 2005, p. 25).

(52) J.-Alexandre CLERVAL, *L'ancienne Maîtrise de Notre-Dame de Chartres du v^e siècle à la Révolution*, 1899, réimp. Minkoff, 1972, p. 125 et 303 ; Norbert DUFOURCQ, *Le Livre de l'orgue français, 1589-1789*, Picard, t. 5, 1982, p. 253.

(53) Même les travaux sérieux de Jean-Yves Rublon n'en disent rien (Jean-Yves RUBLON, « Orgues et organistes en Mayenne, XIV^e-XX^e siècles », *La Mayenne archéologie et histoire*, n° 9, 1986, p. 109-123). Son patronyme est sujet à variations (Janot, Jeannot, Janneau...). Hors citations, j'ai choisi Jannot, orthographe adoptée par l'organiste lorsqu'il signe.

manifeste du talent : le registre capitulaire chartrain garde mémoire du fait qu'à 16 ans il avait tenu l'orgue en l'absence de l'organiste, et qu'à 18 ans il avait fait chanter trois de ses compositions au chœur. Sorti de la psallette en 1744, il trouve un poste à Chartres même, chez les bénédictins de Saint-Père. Il y est toujours au moment de son mariage, en 1751. Quant à Louis Jannot, il exerce en 1790 chez les bénédictins de Château-Gontier et « expose que depuis plus de 30 ans, il remplit l'office d'organiste », ce qui fait débiter sa carrière avant 1760, sans doute dès sa sortie de la psallette de Vatan. Toutefois, rien ne dit si ses trente ans de service ont été intégralement effectués en Anjou ou s'ils ont été commencés ailleurs⁵⁴. L'abbé Angot ne le donne comme organiste à Château-Gontier qu'à partir de 1765⁵⁵.

Quand une organiste rencontre un organiste...

Arrivée à ce point, l'historienne rêve de se muer en gazetière pour conter la rencontre... Elle devra se contenter d'observer les éléments factuels à sa disposition. Nous avons dans un cas une organiste employée dans un couvent parisien et un organiste en poste à Chartres (distance : environ 90 kilomètres). Dans l'autre cas, une organiste exerçant dans une collégiale de Vitré et un organiste établi à Château-Gontier (60 kilomètres). Nous savons aussi que le milieu des musiciens, soudé par des solidarités multiples, est marqué par la mobilité. On se déplace beaucoup et souvent, parce que l'instabilité dans les postes est endémique, parce que des renforts sont fréquemment appelés d'une autre ville pour étoffer les effectifs à l'occasion d'une fête... sans oublier les facteurs qui patrouillent d'un orgue à l'autre pour l'entretien et l'accordage. Au sein du groupe des musiciens d'Église à l'échelle d'une région, tout le monde connaît tout le monde par ouï-dire, et les nouvelles circulent vite sur les postes à pourvoir, les rémunérations, la capacité musicale des maîtres, la dureté ou l'aménité des chapitres.... Comment ne pas penser que s'échangent aussi des informations d'un tout autre ordre ? Par exemple sur les organistes à marier...

Deux éléments sont à verser au dossier de Marie-Claude Renault. On se souvient que son père était originaire de Chartres : des liens sans doute ont perduré entre la famille restée sur place et la jeune organiste

(54) AN, DXIX 91/787/02, Pensions proposées par le Directoire de la Mayenne [1790].

(55) Alphonse ANGOT, *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*, t. 4, sup., 1909. On ne sait pas sur quoi repose cette date de 1765.

parisienne. En sens inverse, les ambitions musicales de François Bainville ont pu l'amener plus d'une fois à faire le voyage de Paris.

Pour Jeanne-Marie Bertrand, un baptême permet de situer au plus près sa migration de la Bretagne vers l'Anjou. En effet, les capitations de Vitré indiquent qu'elle y réside encore vers le milieu de 1766⁵⁶. Or le 1^{er} octobre de la même année, à Azé, faubourg de Château-Gontier, « demoiselle Jeanne Marie Bertrand, organiste des dames religieuses du Buron » est marraine d'un nouveau-né issu d'une Vitréenne de son âge et d'un maître à danser venus s'installer là. Mieux, après celles des parrain et marraine, une signature subsidiaire s'étale : « Louïs jannot.org. du grand St jean »... Insoluble question : Jeanne-Marie Bertrand a-t-elle quitté Vitré pour les franciscaines du Buron d'Azé afin de se rapprocher du jeune homme, ou est-ce parce qu'elle est venue là (rejoindre une amie d'enfance ?) qu'elle a rencontré l'organiste berrichon ? Ils se marient à Azé vingt mois après ce baptême, le 8 juin 1768⁵⁷.

Les deux musiciennes convolent à un âge plus élevé que l'âge au mariage habituel des filles de ce temps : 27 ans 4 mois pour l'une, 30 ans passés d'un mois pour l'autre. Sur ce point encore, elles sont proches des musiciennes du corpus 1790 dont l'âge moyen au premier mariage s'établit à 31 ans. Comme si, à l'instar des femmes d'aujourd'hui, elles avaient souhaité donner priorité à leur carrière ? Ou plus prosaïquement peut-être, comme si ce métier solide rendait moins pressant le projet de se marier pour assurer l'avenir ? Leurs époux sont légèrement plus jeunes : d'un an pour l'un, de trois ans pour l'autre. Le même phénomène s'observe à l'échelle du groupe entier où les époux des musiciennes de 1790 avaient convolé près de trois ans plus tôt, en moyenne, que leur conjointe⁵⁸. Si le mariage tardif des musiciennes peut se comprendre dans une logique socio-économique, il reste à expliquer de façon convaincante pourquoi elles épousent des hommes plus jeunes qu'elles...

« Mil livres provenant de ses gains et épargnes »

Trois jours avant la célébration de leur mariage à Chartres, François Bainville et Marie-Claude Renault se rendent chez un notaire, escortés

(56) AD Ille-et-Vilaine, C4027, Vitré, capitation 1766, rôle « arrêté le 7 juin 1766 ».

(57) Merci à David Audibert pour ce mariage que j'avais tant cherché à Vitré et à Château-Gontier même...

(58) Moyennes calculées exclusivement sur les premiers mariages.

de parents, amis et relations, dont les 60 signatures occupent la moitié du contrat⁵⁹. Cette union semble avoir constitué un petit événement à l'échelle de la société chartreuse...

Sans analyser ici la totalité des clauses, au demeurant classiques, on en soulignera deux. Si les futurs époux se marient « suivant la coutume du bailliage de Chartres », ils envisagent « que par la suite ils fassent leur demeure et des acquisitions en autres pays et coutumes contraires », auquel cas ils dérogeront à ces coutumes étrangères. Voilà qui dit clairement les habitudes de mobilité du milieu des musiciens : la migration est une éventualité normale.

Le second point à observer est l'apport des conjoints. Il est soigneusement égalitaire : mille livres de chaque côté, qui seront mises en commun, les apports ultérieurs demeurant propres. Le notaire précise que ces mille livres sont un pécule personnel, provenant pour chacun « de ses gains et épargnes ». La somme est importante : en ce milieu du siècle, un organiste urbain reçoit des gages annuels allant de 200 à 500 livres⁶⁰. Pour les deux futurs, ce pécule se compose de « meubles, effets mobiliers, habits, linges et hardes ». Ceux de Marie-Claude se trouvent « en la chambre qu'elle occupe à Paris, et avec elle en cette ville ». Elle a conservé son logement parisien et n'est venue à Chartres qu'avec une partie de ses effets.

Une conjugalité à distance ?

Les musiciennes mariées sont minoritaires, on l'a vu, dans le corpus 1790 ; les musiciennes mères le sont plus encore. Comment Marie-Claude Renault et Jeanne-Marie Bertrand ont-elles conjugué leur orgue et leur toute neuve vie familiale ?

Orgues et maternités : les années obscures

Si le mariage a séparé ces deux femmes de l'orgue, ce ne fut pas pour très longtemps. En fait, les années qui suivent leurs noces sont pour chacune assez mystérieuses. Les documents suscités par la Révolution n'en disent rien, si ce n'est qu'ils suggèrent concernant Jeanne-Marie Bertrand une continuité sans faille dans ses années de service.

(59) AD Eure-et-Loir, 2E51/314, Mn. H.-F. Labiche, Chartres, 7 mai 1751. Aucune trace de contrat n'a été retrouvée pour le couple Jannot/Bertrand.

(60) Norbert DUFOURCO, *Le Livre de l'orgue français*, op. cit., t. 5, p. 256-267.

Sauf tricherie, cela indiquerait qu'elle a continué à tenir l'orgue des Franciscaines du Buron à Azé⁶¹. Sans doute y joue-t-elle déjà son rôle de maîtresse de chant puisque les religieuses « prennent des demoiselles en pension pour les éduquer »⁶². Les Jannot-Bertrand sont installés paroisse d'Azé, à proximité du couvent⁶³. De 1769 à 1776, Jeanne-Marie y met au monde trois enfants. Si le premier arrive un an après le mariage, les intervalles intergénéraliques suivants sont longs, comme si le couple avait le souci d'une certaine maîtrise de la fécondité⁶⁴. Malgré cela, un seul fils semble avoir survécu.

Le dossier de 1792-93 fait débiter la carrière de Marie-Claude Renault entre 1762 et 1764, gommant totalement les années passées au service des Dames de la Croix avant son mariage, et gommant tout autant les dix ou douze années postérieures à celui-ci. Au lendemain des noces, a-t-elle quitté son couvent parisien et vidé sa chambrette pour s'installer à Chartres avec son époux ? Ce serait logique. Pourtant ce n'est pas certain. Tout d'abord parce que sa signature n'apparaît jamais sur les actes de la famille Bainville dans les années suivantes⁶⁵. Ensuite parce que ses enfants ne semblent pas naître à Chartres. Une première fille, Marie-Françoise-Cécile, qui cumule de manière évidemment très symbolique les deux prénoms de ses parents et celui de la sainte patronne des musiciens, est née vers le milieu de l'année 1752, soit un an après le mariage⁶⁶. Elle meurt à l'âge de deux ans et demi, à Chartres, sur la paroisse où résident son père

(61) Les sources sur le Buron permettent d'en bien connaître les débuts (*Petit recueil de l'ancienne maison de St-Julien des religieuses du Tiers ordre de St-François de Chasteaugontier & de sa fondation... & son rétablissement dans le Monastère du Buron*, par la sœur Renée DUBOIS, Angers, Avril, 1653, réimpression Laval, Goupil, 1891, [BM Le Mans : 2S Maine 5]), et la fin en 1790 (AD Mayenne, Q318). Malheureusement, la période intermédiaire est mal éclairée (AD Mayenne, H107 et 107bis, rentes et baux, et 200J66, pièces diverses). Il en est de même, malgré le titre, dans Jean-Pierre BAUCHET, « Les dames cordelières du Buron, de leur fondation à leur dispersion », *La Mayenne Archéologie Histoire*, n° 18, 1995, p. 205-241.

(62) AD Mayenne, L910, 1790.

(63) Le Buron étant situé sur le bord de la rivière qui sépare Château-Gontier de son faubourg, il suffit à Louis Jannot de passer le pont pour gagner son orgue.

(64) Louis-Jean Jannot, né le 21 juin 1769, est baptisé le 24, le temps de permettre à sa grand-mère maternelle de venir de Vitré à Azé : elle est sa marraine. Il meurt à l'âge de 3 ans, le 1^{er} juin 1772. Comme pour le remplacer, un second fils, Louis-Saturnin, naît le 26 novembre 1773. Pour finir naît une fille, Julie-Jeanne, le 23 juin 1776.

(65) « François Bainville organiste » signe au mariage de son frère Étienne, par exemple, mais pas son épouse (BMS Chartres Saint-Michel, 14 février 1753).

(66) Le choix du prénom Cécile est relativement fréquent dans les familles de musiciens au XVIII^e siècle. Une étude serait à mener à ce sujet.

et ses grands-parents paternels⁶⁷. Mais elle n'y est pas née. Un garçon au moins naît ensuite, qui atteint l'âge adulte et que nous retrouverons bientôt. Lui non plus ne semble pas né à Chartres⁶⁸.

Enfin, un dernier indice va dans le sens de l'hypothèse d'une résidence de Marie-Claude Renault à Paris durant les premières années de son mariage : son mari fait lui aussi des incursions dans la capitale. Dufourcq, elliptique et sans citer de sources pour ce point, écrit à propos de François Bainville : « l'artiste avait été à Paris en 1754 »⁶⁹. D'après Clerval, il aurait publié à Paris en 1756 des *Pièces d'orgue dans différents tons*. Certes, éditer à Paris ne signifie pas y résider. Toutefois, lorsque Bainville publie ses nouvelles pièces d'orgue en 1767, il se proclame « ...cy-devant à Paris »⁷⁰. On peut lire là l'attraction déjà exercée par Paris sur les musiciens des provinces, même si la centralisation culturelle n'en est encore qu'à ses prémices. Rappelons qu'on peut rallier Paris depuis Chartres du jour au lendemain ce qui autorise des voyages éventuellement fréquents. Malgré tout, cette conjugalité à distance, si elle était avérée par de plus solides preuves (lieu de naissance des enfants en particulier), a de quoi étonner.

Chacun à son orgue

Quelques dix ou douze ans après le mariage, le doute n'est plus permis : chacun des époux est à son orgue, et la conjugalité est sinon rompue, du moins disjointe. On a vu que Marie-Claude Renault faisait débiter sa reconstitution de carrière entre 1762 et 1764. La biographie de son mari invite à trancher. En effet, au même moment, François Bainville lui aussi change de vie : il quitte sa ville natale pour tenir l'orgue refait à neuf de la cathédrale d'Angers, où il est reçu le 12 août 1763⁷¹. C'est au plus tard à partir de là que les chemins des époux Bainville se sont définitivement séparés. Marie-Claude n'a pas encore quarante ans. Un mécanisme similaire se produit pour Jeanne-Marie Bertrand, à une date qui reste à découvrir, postérieure à la fin de 1779 (Jeanne-Marie avait alors 41 ans). À partir de son installation au Perray, les époux Jannot sont séparés par une cinquantaine de kilomètres.

(67) BMS Chartres Saint-Michel, 8 janvier 1755 : « ...l'inhumation faite en présence du père et du grand père qui ont signé avec nous ». La mère est-elle présente ? Le curé n'en dit rien.

(68) Si c'est à Paris que Marie-Claude Renault-Bainville a mis ses enfants au monde, il sera évidemment difficile d'en apporter la preuve (destruction de l'état-civil parisien en 1871).

(69) Norbert DUFOURCQ, *Le Grand Livre de l'Orgue*, op. cit., t. 4 p. 156, en notes.

(70) Voir note 51.

(71) AD Maine-et-Loire, G385.

Dans les deux cas, il peut s'agir d'arrangements amiables pour organiser de banales séparations de corps. La ressemblance des deux situations pousse pourtant à envisager qu'elles aient pu être au moins partiellement motivées par une stratégie plus fine et plus originale dont l'un des ressorts pourrait être le souci de se préparer un avenir préservé de la misère. Obtenir un poste « à vie », c'est avoir l'assurance que même dans le grand âge on sera prise en charge, non seulement nourrie, logée, mais aussi soignée, entourée, accompagnée. Il se peut que cette sécurité à venir soit un facteur important dans le choix fait par les deux musiciennes. Cette volonté de s'assurer une retraite autonome devrait alors être lue comme un repère dans l'histoire de la professionnalisation féminine⁷².

Dans les deux cas, fait remarquable, c'est le mari qui reste chargé de l'enfant survivant, et qui assure la fin de son éducation⁷³. On en a la preuve en ce qui concerne les Bainville grâce à l'extraordinaire « état des numéros de toutes les maisons de la ville et fauxbourgs d'Angers », qui permet de connaître en 1769 la composition du feu du « Sieur Bainville, organiste à St-Maurice » : un seul adulte, un enfant et un domestique⁷⁴. De la même façon, Louis Jannot dans sa requête de 1790 se déclare « chargé d'un fils en bas âge »⁷⁵.

En 1780, le fils Bainville vole de ses propres ailes : musicien dans le Régiment de Touraine, stationné à Orléans, il propose des leçons de musique vocale, de plain-chant et de clavecin, spécialités qui trahissent le musicien d'Église caché sous l'uniforme. Pour inspirer confiance, il se réclame de son père : « fils du sieur Bainville, organiste de la cathédrale d'Angers »⁷⁶. Pas un mot bien sûr de sa mère, dont les postes dans de discrètes abbayes rurales, que ce soit Bonlieu-en-Bercé ou les Clairets au Perche, ne sont certes pas particulièrement porteurs pour recruter des écoliers en la ville d'Orléans ! En 1782, François Bainville, « malade », quitte Angers pour Chartres « sa patrie », avec une confortable pension viagère de 500 livres, qu'il arrondit de 120 livres supplémentaires en

(72) Florence LAUNAY, « Les musiciennes : de la pionnière adulée à la concurrente redoutée ; Bref historique d'une longue professionnalisation », *Travail, genre et Sociétés*, n° 19, 2008, p. 41-63.

(73) Dans les deux cas il s'agit d'un fils. Qu'en eut-il été s'il s'était agi d'une fille??? La question reste ouverte...

(74) AM Angers, II13. Nonobstant son titre, c'est un véritable recensement nominatif.

(75) AN, DXIX91/787/02. La notion de « bas-âge » est ici à relativiser : le fils concerné ne pouvant être autre que Louis-Saturnin, né et baptisé le 26 novembre 1773, il aurait donc 17 ans...

(76) *Les Affiches de l'Orléanais*, 8 septembre 1780.

touchant l'orgue d'une paroisse chartraine jusqu'à son décès, le 26 septembre 1788⁷⁷.

Deux organistes face à la Révolution

Retrouvons les deux organistes au moment de la fermeture de leur abbaye. Privées d'orgue, de logement, de revenu, de perspectives, elles ont certainement vécu un rude moment, comme du reste la plupart des gens d'église voyant s'évaporer le monde dans lequel ils avaient grandi et qu'ils pensaient éternel.

1790-1791 : Jeanne-Marie Bertrand, ou la mise en place des secours publics

Au moment où Jeanne-Marie Bertrand entame ses démarches auprès du directoire de Mayenne-et-Loire, Louis Jannot mène les mêmes pour son propre compte en Mayenne⁷⁸. Jamais n'est évoquée l'éventualité d'une solidarité entre les époux. Jeanne-Marie ne semble pas envisager de regagner ce qu'il est convenu d'appeler le domicile conjugal : en août 1790 elle demande à garder son logement dans l'abbaye « soit à titre de grâce, soit même en payant jusqu'à la St-Jean Baptiste prochaine »⁷⁹. Espoir déçu : à la fin de l'été 1790, l'abbaye est évacuée, son mobilier mis à l'encan, puis en avril 1791 les bâtiments sont vendus. L'organiste suit le mouvement : « à sa sortie du Perray, vu sa triste situation, elle avoit été obligée de se retirer au bourg de Pelloüaille », à quelques kilomètres de là. Lors de la vente publique des effets de l'abbaye, « Madame Janot organiste dans la ditte maison » achète « un petit buffet à deux battants » et plusieurs lots de vaisselle⁸⁰. Avec ces achats, avec les draps que lui ont abandonnés les religieuses, l'organiste monte son ménage.

Il est vrai que rester à proximité pouvait faciliter les démarches. L'officière-organiste profite de l'inspection des messieurs du District en août 1790 pour leur remettre sa première lettre. Sa seconde requête (9 mai 1791) montre que Jeanne-Marie Bertrand avait su saisir une autre occasion de plaider sa cause en direct : « lors de la vante du Perray [la vente

(77) AD Maine-et-Loire, G272, 11 mars et 26 avril 1782 ; AD Eure-et-Loir, G3865 à 3869, fabrique de Saint-Martin-le-Viandier ; BMS Chartres Saint-Aignan, 28 septembre 1788, inhumation de François Bainville, décédé le 26.

(78) Nom d'abord donné au département qui deviendra le Maine-et-Loire.

(79) AD Maine-et-Loire : 1Q608, 17 août 1790.

(80) *Ibid.*, 1Q608, 15-28 septembre 1790.

mobiliaire, en septembre 1790], M^r le procureur syndic prit sa peine en considération, [et] lui fit payer de suite une somme de 72 livres, à valoir sur sa pension [...] ». Il faut parer au plus pressé, et sur le terrain les besoins sont criants.

Ce versement d'un premier secours est suivi d'un autre du même montant en janvier 1791, puis d'un troisième de 36 livres début mai⁸¹. En réponse à sa supplique du 9 mai 1791, le District d'Angers, après avoir évalué entre 300 et 350 livres le total de ce que consacrait la ci-devant abbaye à son organiste, estime « qu'on doit lui assurer sa vie durant une rente de 200 livres », proposition validée par le département deux mois plus tard avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1791⁸². L'administration nouvelle prend ainsi à sa charge l'engagement antérieur de l'abbaye : entretenir l'organiste jusqu'à sa mort.

En suivant les péripéties de ce cas précis, on assiste à la naissance du système de secours publics mis en place. Tâche énorme, accomplie en finalement peu de temps, si on se souvient qu'à l'échelle du pays entier ces indemnisations concernaient des milliers d'individus antérieurement au service des établissements capitulaires ou monastiques.

1792-1793 : le dossier tardif de Marie-Claude Renault

Contrairement à la plupart des employés des églises, Marie-Claude Renault ne semble pas avoir réclamé de secours en 1790-91. Sa première démarche date de la fin de 1792, sans doute parce que l'abbaye de Bonlieu s'était en quelque sorte maintenue jusque-là⁸³. Lorsque, après déjà plusieurs visites, le directoire du District revient le 13 janvier 1792, il trouve toujours huit sœurs « continuant de mener ensemble la vie commune dans la dite maison », et il en est de même en septembre. Voici comment se conclut cet inventaire :

« Par suite sommes passés dans une chambre près le grand grenier au bled, occupée par la dame Veuve Bainville, organiste, dans laquelle ne

(81) Ces versements successifs sont rappelés par Jeanne-Marie Bertrand dans sa requête du 9 mai 1791.

(82) AD Maine-et-Loire, 1L 980, pièce 10, 14 mai et 8 juillet 1791 ; 1L 986, f^o 35, mandat n^o 31.

(83) Une pétition de la ci-devant organiste de Bonlieu, dont la date n'est pas donnée, est évoquée par une ordonnance de « soit communiqué » du Département au District datée du 21 décembre 1792 (AD Sarthe, L453, f^o 53 r^o, 26 janvier 1793). La pétition est donc forcément antérieure à cette date du 21 décembre 1792, mais sans doute d'assez peu au vu du rythme tenu par l'administration dans le traitement des requêtes.

s'est trouvé que les meubles et effets à elle appartenants, dont nous lui avons fait délivrance sur sa réclamation ».

Et la dernière signature en bas du procès-verbal est un « bainville », sans majuscule ni paraphe, mais ferme et clair⁸⁴.

C'est seulement au début d'octobre 1792 que les bâtiments sont évacués. Marie-Claude Renault s'installe alors à Château-du-Loir, à moins d'une lieue de son ancien orgue. En janvier 1793, les responsables du District constatent « qu'elle est à son âge privée de toutes ressources, qu'elle ne subsiste que par les soins bienfaisants de ses amis ». Ils jugent sa situation « alarmante »⁸⁵. Le directoire départemental valide l'indemnisation proposée par le District, et en février 1793 accorde à la ci-devant organiste une pension de 300 livres par an, à compter du 1^{er} janvier 1791⁸⁶. À partir de là, elle reçoit chaque trimestre un mandat de 75 livres⁸⁷, et plus tard « 1 450 livres en assignats pour ses arriérés »⁸⁸.

On peut s'étonner que le profil jusqu'alors très semblable des deux femmes se traduise par une telle différence dans la pension qui leur est accordée : 200 livres pour l'une, 300 pour l'autre. Il est possible que les certificats « dûment en forme » fournis par Marie-Claude Renault, de même que son âge plus élevé, aient joué un rôle. Mais il est plus probable que les pensions aient été chiffrées rapidement, sans harmonisation d'un département à l'autre malgré la référence aux lois nationales. Les administrateurs ne disposaient pas, comme les lecteurs du présent article, de tous les éléments pour comparer les deux cas avec équité...

Épilogue

Jeanne-Marie Bertrand finit pourtant par quitter les environs d'Angers. Début 1794, les sources mayennaises montrent la « cy devant organiste en la cy devant abbaye du Perray » prêtant serment « d'obéir à la nation, à la loi, & de maintenir la Constitution » devant la municipalité de Château-Gontier⁸⁹. Un certificat de résidence ultérieur atteste qu'elle

(84) AD Sarthe, L362, inventaire 5 et 6 septembre 1792.

(85) *Ibid.*, L453, f°53 r°, 26 janvier 1793.

(86) *Ibid.*, L453, f° 62 r° et v°, 18 février 1793.

(87) *Ibid.*, L453, L454 et L2024.

(88) *Ibid.*, L2024, f° 9, mandat n° 39, 28 messidor 4 (16 juillet 1796).

(89) AD Mayenne : L921, serment civique 29 pluviôse an 2 (17 février 1794).

y « occupe à loyer » un appartement « depuis le 15 novembre 1793 »⁹⁰. C'est la date la plus reculée dont on dispose pour situer son retour.

Si cette date traduit bien la réalité, alors Jeanne-Marie Bertrand n'a jamais repris la vie commune avec son époux. En effet, quelques mois plus tard, un long acte rétroactif déclare officiellement morts cinquante-trois citoyens de la ville partis « en masse le 13 septembre dernier [1793], vieux style, pour aller combattre les ennemis de la Vendée » et disparus dans la défaite de l'armée républicaine six jours plus tard près de Saumur⁹¹. Divers témoins attestent que « le jour de la déroute du 19 du même mois, les dits citoyens ont disparu, et qu'il y a tout lieu de croire qu'ils ont été pris et tués ou morts de fatigue ». Or le premier cité de ces hommes est « Louis Jeannot, musicien, organiste de l'église St-Jean de cette commune [...], époux de Jeanne-Marie Bertrand ». Trois témoins certifient « avoir vu Jeannot Mort »⁹². Voilà donc l'organiste berrichon mué en martyr de la Nation. Et Jeanne-Marie en veuve de héros.

Cependant la pension de la désormais Veuve Jannot reste fixée à 200 livres, et dans les documents mayennais elle est toujours désignée comme organiste⁹³. Sauf sur son acte de décès où elle est dite « pensionnaire de l'État » : sa vie s'achève à l'hôpital Saint-Julien de Château-Gontier, le 5 mars 1804. La table des décès porte en face de son nom cette éloquente appréciation : « pauvre »⁹⁴.

On retrouve le parallélisme entre les deux organistes : Marie-Claude Renault « veuve François Bainville » s'est éteinte peu avant à Château-du-Loir, le 23 août 1803⁹⁵. Le voisin cordonnier et l'apothicaire venus déclarer le décès ne savent rien de ses origines et les rubriques pré-imprimées du registre restent vierges. Son ancien état d'organiste est oublié. Un mois plus tard, son fils vient recueillir « quelques meubles vendus moyennant 463 francs 35 sols, lesquels meubles sont tous les biens que le comparant a déclaré dépendre de cette succession »⁹⁶. Ce fils demeure toujours alors

(90) *Ibid.*, L921, certificat de résidence 3 thermidor an 6 (21 juillet 1798).

(91) État-civil Château-Gontier, 3 messidor 2 (21 juin 1794).

(92) Ces trois témoins sont : un marchand serger de 49 ans, un menuisier de 36 ans et un tailleur d'habits de 48 ans.

(93) AD Mayenne, L919, L921, L929.

(94) *Ibid.*, 96Q13.

(95) État-civil Château-du-Loir, 5 fructidor an 11 (23 août 1803).

(96) AD Sarthe, 3Q3882, Registre des mutations, f° 70 verso, 6 vendémiaire an 12 (29 septembre 1803).

à Molesme (Côte d'Or), là où en 1790 il était organiste de l'abbaye : l'art de toucher l'orgue, le meilleur de son héritage.

Dans cette enquête subsistent des zones d'ombre. Nos ignorances ne se situent pas au même endroit pour les deux femmes. De sorte que, en somme, leurs portraits sont complémentaires l'un de l'autre. Ils révèlent les grandes lignes de deux itinéraires féminins demeurés jusqu'alors totalement ignorés. Où malgré cette invisibilité totale au regard de l'officielle histoire de la musique, on discerne une constance à toucher l'orgue qui relie avec obstination les jeunes filles du milieu du siècle aux vieilles dames du temps de la Révolution.

Sylvie GRANGER
CERHIO – UMR 6258
Université du Maine, Le Mans
Avenue Olivier Messiaen 72085 Le Mans Cedex 09
Sylvie.Granger@univ-lemans.fr